

Réponse à l'association Cap Magellan

qui œuvre à la promotion de l'espace lusophone en France

CAP MAGELLAN
#AGITATEUR LUSOPHONE
DEPUIS 1991!

Questions aux Candidats aux Présidentielles françaises de 2022
Selon le Ministère des Affaires Etrangères, la communauté française au Portugal, comprenait en septembre 2021, entre 30 000 et 35 000 personnes, dont 16 605 sont inscrites au registre de l'ambassade. La communauté portugaise en France, elle, est évaluée à environ 1 720 000 personnes, ce qui fait d'elle la plus grande communauté d'immigrés originaires de l'Union Européenne.

DROIT DE VOTE ET PARTICIPATION CITOYENNE

1. Depuis 2001, le droit de vote aux élections municipales a été accordé aux ressortissants des pays de l'Union Européenne. a) Quelle est votre position sur l'élargissement de ce droit aux élections présidentielles et législatives en France ? b) Que pensez-vous de l'élargissement du droit de vote à l'ensemble des étrangers de France qui comprend également l'ensemble des ressortissants des pays lusophones, droit déjà pratiqué par d'autres pays européens ?

Le NPA et son candidat Philippe Poutou se prononcent pour le droit de vote et d'éligibilité de l'ensemble des résident.es, quelle que soit leur nationalité, à l'ensemble des élections, locales comme nationales et européennes. C'est pour nous une part essentielle de l'égalité des droits.

2. La participation des ressortissants européens, dont les Portugais, aux élections municipales et européennes reste encore assez modeste : que suggérez-vous pour toucher cette population et l'amener à participer davantage aux scrutins ?

La faiblesse de la participation électorale, l'abstention croissante à l'ensemble des scrutins, est un fait dépassant la question de la participation des Européen.nes aux élections municipales et européennes. Nous défendons un tout autre modèle démocratique, seul à même de rapprocher la population des cadres décisionnels et de nourrir une réelle participation au pouvoir : refus de la professionnalisation de la politique, salaires des élu.es au niveau du salaire moyen, rotation et limitation des mandats, démocratie directe autant que possible etc.. C'est dans ces cadres que nous souhaitons accroitre la participation de tous et toutes à la vie politique.

3. Dans une dynamique européenne, et afin de soutenir la citoyenneté européenne, pensez-vous envisageable que les ressortissants européens puissent voter aux élections de leurs pays au sein de leur Mairie locale, ce qui permettrait notamment d'éviter les difficultés liées aux déplacements dans les consulats respectifs, très souvent éloignés trop éloignés ?

Oui, nous sommes pour faciliter la participation de chacun.e à la vie politique, cette mesure nous paraît donc intéressante.

RELATIONS SPÉCIFIQUES FRANCE-PORTUGAL

4. Les relations entre la France et le Portugal sont dites très étroites : comment voyez-vous ces relations et que proposez-vous pour renforcer le lien entre ces deux pays de manière durable et dans plusieurs domaines (économique, politique, européen), au moment où le nombre de Français vivant au Portugal augmente aussi ?

Les relations entre la France et le Portugal sont historiquement marquées par la présence très importante d'une population immigrée ou issue de l'immigration portugaise, largement représentée dans les milieux populaires en France. La défense de cette mémoire ouvrière, de l'histoire des luttes collectives et de l'immigration doit être valorisée.

5. Le Mozambique est en proie à des attaques djihadistes depuis 2017. La France a fait part, en 2021, de sa volonté de venir en aide à la population, en envoyant des troupes militaires mais aussi un soutien humanitaire. Pensez-vous, au vu de l'ampleur de la crise terroriste, que la France devrait déployer davantage de moyens ?

Nous nous opposons à toute intervention militaire française, notamment en Afrique. L'impérialisme français ne défend jamais réellement les intérêts des populations locales, mais celles du capitalisme français et, bien souvent, de cliques autoritaires au pouvoir dans les pays concernés. Ses effets sont destructeurs pour les dynamiques démocratiques, féministes, anti-racistes des pays touchés. La lutte contre le djihadisme ne peut passer que par la solidarité entre peuples, le développement économique, le soutien aux forces démocratiques locales. Cela peut passer par un soutien humanitaire, mais qui doit être indépendant des États. De façon générale, nous soutenons et participons aux campagnes de solidarité liées à des forces issues de la société civile (associatives, syndicales), le plus proches du terrain possible et co-construites avec les populations soutenues.

COOPERATION CULTURELLE

6. La France et le Portugal ont décidé en 2018 d'engager des démarches en vue d'une adhésion croisée comme observateurs à la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), pour la France, et à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), pour le Portugal. Selon vous, qu'apportent ces statuts d'observateurs aux relations culturelles des deux pays ?

Nous n'avons pas d'avis tranché, et sommes globalement méfiant envers les institutions internationales le plus souvent très éloignées des intérêts réels des populations.

7. La Saison France Portugal, dont la tenue a été actée en 2018, se tiendra de février à octobre 2022. Placée sous le signe du renforcement des relations bilatérales et du projet européen, elle concernera les domaines de la culture, de l'éducation, de la jeunesse, de l'économie, du sport, et du tourisme. Qu'attendez-vous de cette Saison ? Croyez-vous qu'elle aura beaucoup de retombées et qu'elle pourra servir de tremplin dans le renforcement des liens bilatéraux ? Si oui, comment ?

Nous n'avons pas d'illusion dans l'intérêt réel, pour les populations, de ce type de "saisons", même si elles peuvent parfois servir de tremplin à des associations utiles.

INTEGRATION

8. La Saison sera aussi l ̓occasion de parler d Ėurope et d ìntégration, des valeurs d ìnclusion, de parité et d ẽgalité. Par conséquent, pensez-vous que la communauté portugaise est bien intégrée en France ? Selon vous, pourquoi est-elle si discrète dans les médias, dans les études menées sur les populations immigrantes, alors qu ìl s ̓agit de la première communauté européenne et de l ̓une des premières communautés étrangères de France ?

La communauté portugaise est depuis longtemps une part conséquente et précieuse du prolétariat de notre pays. Sa discrétion, sans doute, est liée à la structure sociale de cette communauté, encore largement liée aux classes populaires. C'est en favorisant l'activité, l'expression et les luttes populaires que l'on pourra aider la communauté portugaise, tout comme d'autres communautés étrangères, à prendre la place qui lui est due en France.

LANGUE PORTUGAISE

9. Le portugais est actuellement la cinquième langue la plus parlée au monde, la troisième langue européenne parlée dans le monde (avant même le français), et est la langue officielle du Portugal, Brésil, Angola, Cap Vert, Guinée-Bissau, Mozambique, São Tomé e Principe et Timor-Leste. Comment expliquez-vous que son enseignement en France soit si faible en comparaison avec d ̓autres langues européennes (50 000 personnes étudient le portugais contre environ 300 000 pour l ìtalien, 800 000 pour l ̓allemand, et 2,5 millions pour l ̓espagnol) ? Que proposez-vous pour améliorer concrètement l ̓accès des différents publics (élèves de primaire, secondaire, université, enseignement pour adultes, entreprises) à l ̓apprentissage du portugais ?

Nous sommes pour l'élargissement du choix des langues vivantes dans le système scolaire, notamment des langues issues de l'histoire migratoire française (portugais, arabes, turc etc.) Cela passe par une augmentation conséquente des moyens donnés à l'éducation nationale (création de postes), à sa réforme générale (mise en avant plus importante des envies et initiatives issues des élèves et de leurs familles), ainsi que par le soutien aux associations investies dans ces questions.

VIE ASSOCIATIVE

10. Il existe plus de 800 associations franco-portugaises en France. Comment expliquez-vous que la démarche pour obtenir des subventions publiques pour les associations franco-portugaises soit si compliquée, entre statut « immigrées » et « européennes » ? Que pensez-vous de la baisse de ces subventions alors que les besoins de cette population sont de plus en plus importants ?

Voir réponse précédente : les choix politiques de rigueur budgétaire pour les services publics et le monde associatif sont une constante des dernières décennies. Il faut inverser cette tendance.

ATTRAIT POUR LE PORTUGAL

11. Depuis plusieurs années, le Portugal apparait comme une évidence pour beaucoup de citoyens français, que ce soit les retraités qui souhaitent y passer leur réforme ou encore les jeunes bacheliers, de plus en plus nombreux, qui partent étudier au Portugal. Comment expliquez-vous ce phénomène ? L ìmage du Portugal a-t-elle évoluée en France ? Comment la France voit-elle ces Français qui décident de s ìnstaller au Portugal ?

Nous n'avons pas d'avis sur cette question précise. Nous sommes pour la liberté de circulation et d'installation, et pour favoriser les échanges internationaux.

UNION EUROPÉENNE/CRISE

12. Le contexte actuel de cercle vicieux entre crise pandémique et économique préoccupe la population en général. Quelle réponse pensez-vous apporter à la crise actuelle qui touche tous les ménages de France ? Cap Magellan se voit historiquement confrontée quotidiennement à l'arrivée de jeunes, pour beaucoup diplômés, qui viennent du Portugal à la recherche de solutions d'avenir en France. A cette réalité s'en ajoute une nouvelle : la précarité des jeunes face à la crise pandémique mondiale. Quelles solutions avez-vous à offrir ?

Nous vous renvoyons aux dimensions sociales et économiques de notre programme. La question de la répartition des richesses et du travail est celle de choix politiques essentiels. Augmenter massivement les salaires, supprimer les emplois précaires imposés, réduire massivement le temps de travail doit permettre de mettre fin au chômage et à la misère. Cela passe par un contrôle des richesses produites non pas par les capitalistes mais par les travailleurs et travailleuses, au sens large (salarié.es, indépendant.es, jeunesses, chômeurs et chômeuses, retraité.es...). Il faut pour ça une rupture anticapitaliste. Elle est urgente aussi pour lutter sérieusement contre la pandémie, avec des moyens conséquents pour le service public de santé, la levée des brevets sur les vaccins, la nationalisation des laboratoires pharmaceutiques.

QUESTION DE FIN

13. Quelle est, à vos yeux, la priorité du prochain quinquennat, en ce qui concerne les communautés étrangères, notamment la population lusophone, qu'elle soit issue du Portugal mais aussi de pays de langue officielle portugaise (Angola, Brésil, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Guinée-Équatoriale, Mozambique, São Tomé et Principe) ?
Nous ne nous faisons pas d'illusion dans la capacité d'un "quinquennat" classique pour changer fondamentalement en positif la situation des communautés étrangères, surtout lorsque celles-ci appartiennent largement au prolétariat. Nous militons pour que, comme le reste du prolétariat, ces communautés puissent se saisir elles-mêmes du pouvoir politique par le biais de luttes sociales décidées et radicales.